



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IP

**UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ
DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE**



+228 22 53 01 701 | pia@ariseret.com | www.pia-togo.com

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 429 du jeudi 09 Avril 2026 / Prix : 250 F CFA

AVIS DE VENTE
VENTE D'UN DEMI LOT
DE TERRAIN À GBODJOMÉ,
À 20 KM DE LOMÉ.
LE TERRAIN EST SITUÉ
À 150 METRES DE LA ROUTE
INTERNATIONALE LOMÉ-ANÉHO.
ZONE ELECTRIFIÉE ET
COUVERTE PAR LE RESEAU WIFI.
CONTACT: 90 30 43 25

EGLISE CATHOLIQUE P. 3

Vers la nomination du nouvel archevêque de Lomé ?



ACTUALITE P. 3

Tableau 2026 et arrestation d'un faux médecin



TOGO P. 5

Risque Pays Modéré, selon Bloomfield



CANALBOX **FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT
DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX
POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

8866 www.canalbox.tg



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



China Africa Building Material TOGO SAU (CBM TOGO SAU)
中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

EGLISE CATHOLIQUE

Vers la nomination du nouvel archevêque de Lomé ?

L'attente est longue. Mais la bonne nouvelle pourrait tomber dans quelques heures. En effet, le nouvel archevêque de Lomé, poste vacant depuis le décès de Mgr Nicodème Barrigah-Benissan en août 2024, pourrait être connu ce vendredi 10 avril 2026.

Nicolas EDORH

Placé sous la direction de Mgr Isaac-Jogues Gaglo, administrateur apostolique assurant intérim, l'archidiocèse de Lomé pourrait franchir un nouveau cap ce vendredi.

Dans une lettre portant invitation à une rencontre diocésaine adressée par l'administrateur apostolique de Lomé aux prêtres, personnes consacrées et à tous les fidèles laïcs, il est fait mention d'une « joie pascale » qui fait dire à certains observateurs que la nomination du successeur

de Mgr Nicodème Barrigah-Benissan à la tête de l'archidiocèse de Lomé est proche.

« Dans la lumière éclatante du matin de Pâques, l'Eglise entière chante la victoire du Ressuscité. Dans cette joie pascale, je vous convie à une grande rencontre diocésaine qui se tiendra ce vendredi 10 avril 2026 à 9h45, à la Cathédrale Sacré-Cœur de Jésus de Lomé », précise Mgr Isaac-Jogues Gaglo dans son courrier.

« Comme jadis les disciples



au soir de Pâques, nous nous retrouverons, presbyterium, consacrés et fidèles laïcs, pour un moment de communion et de discernement des appels de l'Esprit pour une Eglise toujours plus à l'écoute du Ressuscité. En attendant de vous retrouver nombreux à ce rendez-vous de notre famille diocésaine, je vous confie à

la grâce du Ressuscité. Que la lumière jaillie du tombeau vide nous garde dans la paix et la joie de l'Evangile », indique la lettre.

Cette missive, dans les milieux catholiques, est interprétée comme un appel à une rencontre très importante et décisive pour l'Eglise. La

vacance du poste d'archevêque métropolitain de la ville de Lomé semble connaître un début de solution du Saint-Siège.

Pour l'heure, officiellement, rien n'a filtré à propos de cette nouvelle vivement attendue par la communauté catholique au Togo. Cependant, les analyses et commentaires nourrissent l'opinion sur une phase préparatoire à l'annonce de la nomination du nouvel archevêque de Lomé ce vendredi 10 avril ou l'annonce officielle de sa nomination, au regard de la solennité, du contexte pascal et des différentes composantes de l'Eglise invitées à cette rencontre diocésaine.

Une chose est sûre, la communauté catholique reste dans l'espérance, pilier de la vie chrétienne.

ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS DU TOGO

Tableau 2026 et arrestation d'un faux médecin

L'Ordre National des Médecins du Togo (ONMT) a procédé, mardi 7 avril 2026 à Lomé, à la publication officielle de son Tableau de l'Ordre 2026. Un acte à la fois légal et symbolique qui témoigne de la volonté de réguler la profession médicale et de garantir des soins de qualité à la population.

Yao KPOWADAN

Présidée par Beketi Katanga Anthony, cette cérémonie annuelle, devenue une tradition depuis cinq ans, marque la mise à disposition du « tableau affiché », une version officielle mais évolutive du registre des médecins autorisés à exercer au Togo. Ce tableau est dynamique, régulièrement actualisé en fonction des nouvelles inscriptions et des radiations administratives.

Au-delà de son caractère administratif, cette publication traduit un engagement de l'ONMT ; celui du respect du code de déontologie et de l'éthique médicale. Conformément à l'article 102 dudit code, tout médecin inscrit pour la première fois prête serment devant le Conseil de l'Ordre et s'engage à respecter les règles de la profession.

Sur le plan statistique, le nombre de médecins inscrits connaît une évolution globale à la hausse, malgré quelques fluctuations. Au 1er avril 2026, l'ONMT recense 940

médecins inscrits, contre 1048 en 2025. Ce chiffre reste nettement supérieur aux 500 médecins enregistrés en 2021, traduisant une progression significative de la couverture médicale, passée de 16% à 58% en 2025.

Dans les détails, 865 praticiens, soit environ 77 %, sont concentrés dans le Grand Lomé et la région Maritime. Cette forte présence contraste avec la situation dans d'autres régions comme la Kara (68 médecins) ou les Plateaux (63), encore sous-dotées. Les régions des Savanes et de la Centrale restent également en manque de personnel médical, limitant l'accès aux soins pour les populations.

Selon Kodjo Keke, Secrétaire Général de l'Ordre national des médecins du Togo, les hommes dominent largement la profession, avec 78% contre 22% de femmes. Le secteur public emploie 55 % des médecins, contre 38 % dans le privé et 7,2 % dans le secteur mixte. Les civils représentent 93% des effectifs, tandis que les



militaires comptent pour 6%. Cependant, des défis majeurs persistent car, la majorité des médecins ont plus de 40 ans, laissant présager un risque de pénurie à moyen terme.

Certaines spécialités comme la psychiatrie, l'oncologie ou encore l'ophtalmologie souffrent d'un déficit notable.

Le Togo reste en dessous des standards internationaux. D'après les normes de l'Organisation mondiale de la santé, le pays affiche un ratio de 0,13 médecin pour 1000 habitants, bien loin des besoins estimés. La répartition géographique reste également déséquilibrée avec près de 77% des médecins exerçant dans le Grand Lomé et la région Maritime, laissant les autres régions sous-dotées.

Un faux médecin démasqué

Cette édition 2026 de publication du Tableau de

avéré qu'il n'y avait jamais été inscrit », a déclaré le professeur Anthony Beketi Katanga. Cette affaire illustre la détermination de l'Ordre à lutter contre les pratiques illégales. Depuis l'année dernière, une véritable offensive est menée contre les faux praticiens, avec des interpellations et des poursuites judiciaires.

Cette édition qui coïncide avec la Journée mondiale de la santé placée sous le thème, « Soutenons la santé, la science », a été aussi l'occasion pour l'ONMT de saluer la mise en place de l'Assurance Maladie Universelle (AMU), tout en appelant à un meilleur ciblage des populations vulnérables et à un renforcement des investissements dans le secteur de la santé.

Institution de droit privé investie d'une mission de service public, l'ONMT continue ainsi de jouer un rôle clé dans la régulation du système de santé togolais, entre encadrement des praticiens, lutte contre les dérives et plaidoyer pour une meilleure organisation sanitaire.

l'Ordre est particulièrement marquée par un fait marquant, la condamnation d'un individu pour exercice illégal de la médecine. L'homme, qui avait présenté un ensemble de faux diplômes prétendument obtenus en Europe du Nord, a été démasqué après deux années d'enquête minutieuse.

Son parcours académique, entaché de nombreuses incohérences, a conduit l'ONMT à conclure à une fraude manifeste. « Nous venons de conduire en prison une personne pour exercice illégal de la médecine. Il s'était fabriqué de faux diplômes, du CEPD jusqu'au doctorat avec spécialité. Il est venu s'inscrire à l'ordre, mais nous avons relevé des incohérences. L'analyse de son dossier nous a pris deux ans. Il affirmait avoir obtenu ses diplômes dans un pays d'Europe du Nord. Après vérification auprès de l'université concernée, il s'est

17È CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉES ET DE SECTIONS DE LA RÉGION AFRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Des parlementaires africains en conclave à Lomé

Les travaux de la 17ème Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections de la Région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ont été officiellement ouverts hier mercredi 8 avril 2026 à Lomé. Cet événement qui réunit près de 70 délégués issus des parlements africains membres, est une marque dans le renforcement du dialogue politique et de la coopération institutionnelle au sein de l'espace francophone.

Yao KPOWADAN



décision, confirmée lors de la réunion du Bureau de l'APF témoigne de l'engagement constant du pays en faveur du dialogue parlementaire et du multilatéralisme.

Dans un contexte international marqué par des défis sécuritaires persistants, des mutations géopolitiques et des pressions socio-économiques accrues, les parlements africains sont appelés à jouer un rôle central. La conférence de Lomé offre ainsi une plateforme pour renforcer la coordination des actions parlementaires et formuler des positions communes face aux enjeux continentaux et mondiaux.

Les travaux porteront

notamment sur l'adoption du rapport d'activités de la région, la finalisation de l'ordre du jour de la prochaine Assemblée régionale, la validation des projets de recommandations, ainsi que la définition des priorités stratégiques. Les participants examineront également les demandes d'adhésion, désigneront les responsables des commissions thématiques et proposeront un programme de coopération interparlementaire.

Au-delà des aspects techniques, cette conférence revêt une dimension hautement politique. Elle permettra de consolider la solidarité entre les parlements africains et de promouvoir les

valeurs fondamentales de la Francophonie, notamment la démocratie, l'État de droit et la paix.

Prof. Komi Selom Klassou, président de l'Assemblée nationale, a souligné l'importance du dialogue entre institutions démocratiques. Il a également insisté sur les défis actuels auxquels fait face le continent, notamment les crises sécuritaires, les effets du changement climatique et les transformations liées à la révolution numérique.

Pour le Togo, l'organisation de cet événement constitue une opportunité majeure de renforcer sa visibilité internationale et de consolider son image de pays stable, ouvert au dialogue et engagé dans la diplomatie parlementaire. Elle s'inscrit dans la continuité des efforts du pays pour se positionner comme un acteur crédible au sein des instances internationales.



Convoquée conformément aux dispositions statutaires de l'APF, cette rencontre annuelle constitue un cadre de concertation entre les présidents d'institutions parlementaires africaines.

Elle vise à préparer la 32ème Assemblée régionale en harmonisant les positions, en validant les projets de

résolutions et en définissant les grandes orientations politiques de la région.

Le choix du Togo pour accueillir cette 17e édition, après la conférence tenue en avril 2025 à Brazzaville, traduit la confiance renouvelée des membres de la Région Afrique envers le Parlement togolais. Cette

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 projets de loi à l'agenda de la 1ère session ordinaire de l'année

L'Assemblée nationale togolaise a ouvert, mardi 7 avril 2026 à Lomé, sa première session ordinaire de l'année 2026, dans un contexte marqué par de fortes attentes en matière de coopération régionale et de paix. La cérémonie, dirigée par son président, Prof. Komi Selom Klassou, a réuni plusieurs hautes personnalités, dont des présidents d'institutions parlementaires venus de divers pays africains.

Yao KPOWADAN

À l'agenda de cette session, figurent 13 projets de loi, témoignant d'une activité législative soutenue. Mais au-delà des travaux internes, c'est surtout la question de la diplomatie parlementaire qui a dominé les échanges.

Dans son discours d'ouverture, le président Klassou a souligné l'importance croissante de cette forme de coopération : « dans un monde où les crises transcendent les frontières, la diplomatie parlementaire n'est plus une option, elle constitue

un bouclier de paix et de sécurité ».

Il a insisté sur le rôle des parlements dans la consolidation d'une paix durable et d'une prospérité partagée.

Les intervenants étrangers ont unanimement salué cette vision. Le président en exercice de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, Hilarion Etong, a plaidé pour une refonte des mécanismes de coopération économique et un commerce



plus équitable. Selon lui, les parlements doivent garantir des cadres législatifs stables et accompagner les réformes nécessaires au développement durable.

De son côté, le président de l'Assemblée nationale de la Guinée, Dansa Kourouma, a mis en avant la nécessité d'une solidarité renforcée entre les peuples africains. Il a présenté la diplomatie parlementaire

comme un levier essentiel pour compléter la diplomatie classique et prévenir les crises.

Même son de cloche chez Joseph Djogbenou, qui a insisté sur l'importance d'une coopération étroite entre le Bénin et le Togo, estimant que la sécurité ne peut être que collective. Il a également appelé à une diplomatie parlementaire renouvelée au service de l'intégration

régionale.

Enfin, le président de l'Assemblée nationale de Mauritanie, Mohamed Megett, a évoqué les défis majeurs auxquels fait face le continent, notamment l'insécurité au Sahel, les urgences climatiques et les conflits internationaux. Pour lui, la diplomatie parlementaire apparaît comme un outil clé pour bâtir des ponts entre les nations et promouvoir la paix.

Cette ouverture de session à Lomé met en avant le rôle croissant des parlements africains dans la gestion des enjeux globaux et régionaux, à travers une coopération renforcée et une vision commune du développement.

INVESTISSEMENT

Togo : Risque Pays Modéré, selon Bloomfield

L'agence de notation Bloomfield Investment a dévoilé, jeudi 2 avril 2026 à Lomé, sa toute première cartographie du risque pays pour le Togo. Présenté lors d'une conférence, ce rapport positionne le pays dans la catégorie des Risques Pays Modérés, avec une note de 5,9 sur 10.

Yao KPOWODAN

Selon Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield, cette évaluation repose sur cinq paramètres essentiels à savoir, la performance macroéconomique, l'environnement des affaires, le système financier, le climat sociopolitique et la gestion des finances publiques.

« Nous avons évalué la performance macroéconomique, nous avons évalué l'environnement des affaires, nous avons évalué le système financier qui finance l'économie togolaise, nous avons évalué l'environnement

sociopolitique et la gestion des finances publiques », a-t-il déclaré, en précisant que « ce résultat traduit quelques insuffisances sans effet majeur », notamment liées au déficit du commerce extérieur et à la dette.

« Cette cartographie met aussi en lumière des poches de risques, mais elles ne constituent pas un frein à l'investissement », a-t-il précisé.

Avec un score proche du seuil de risque faible (fixé à 6 sur 10), le Togo affiche une stabilité jugée encourageante.



Toutefois, certains défis persistent, notamment le déficit du commerce extérieur et le niveau d'endettement, identifiés comme des points de vigilance.

L'analyse de Bloomfield reste globalement optimiste. L'agence estime que les risques relevés représentent davantage des marges de progression que de véritables obstacles. À condition de poursuivre les réformes engagées, le pays pourrait

rapidement améliorer son positionnement. « Même s'il y a quelques poches de risques que nous avons mises en relief, ce n'est pas un frein à l'investissement, au contraire », a relevé Stanislas Zézé.

Les autorités togolaises ont d'ailleurs réaffirmé leur volonté de renforcer les fondamentaux économiques, notamment à travers une meilleure discipline budgétaire, le soutien à l'industrialisation et le développement du secteur privé. L'accès au financement figure également parmi les priorités.

Les panels organisés en marge de la conférence ont permis d'approfondir les échanges sur des thématiques clés telles que l'entrepreneuriat, le financement de l'économie, la sécurité et les perspectives

d'investissement.

Acteurs publics et privés ont ainsi confronté leurs analyses pour dégager une lecture commune du marché.

Au-delà d'un simple diagnostic, cette initiative est un véritable outil d'aide à la décision pour les investisseurs. Elle vise à mieux éclairer les enjeux liés au rendement, aux risques de perte de capital et aux conditions d'implantation.

Cette première édition de Bloomfield renforce la transparence économique et contribue à une meilleure compréhension du marché togolais. Un signal fort adressé aux investisseurs, dans un contexte où le pays cherche à consolider son attractivité sur la scène régionale et internationale.

UMOA-TITRES

Le Togo mobilise 33 milliards FCFA

Le Togo a mobilisé, vendredi 3 avril 2026, un montant de 33 milliards FCFA sur le marché financier régional de l'UMOA, à l'issue d'une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT). L'opération, coordonnée par UMOA-Titres, visait initialement à collecter 30 milliards FCFA.

Selon les résultats officiels consultés par Togo First, l'opération a alimenté l'appétit des investisseurs, dont les soumissions globales ont atteint 120,7 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 402,39 %. Le Trésor

public togolais n'a retenu que 33 milliards FCFA, exclusivement sur les OAT.

Dans le détail, 20 milliards FCFA ont été mobilisés sur des obligations d'une maturité de 3 ans, assorties d'un taux d'intérêt fixe de



6,15 %. Les OAT de maturité 5 ans ont permis de lever 10 milliards FCFA à un taux de 6,35 %, tandis que celles

dont la maturité est de 7 ans ont permis d'engranger 3 milliards FCFA, avec un rendement de 6,50 %.

Cette opération constitue la troisième intervention du Togo sur le marché financier régional depuis le début de l'année 2026. Elle porte à 82,5 milliards FCFA le volume total des ressources mobilisées par le pays à ce jour.

Pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 2026, les autorités togolaises ambitionnent de lever 463,5 milliards FCFA sur le marché régional, afin de contribuer au financement du budget de l'État, arrêté à 2 751 milliards FCFA.

UEMOA

Les moteurs d'une croissance solide de 6,7% en 2025

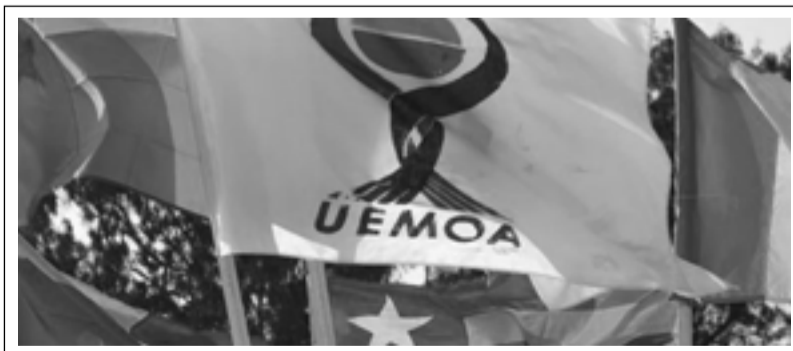
L'UEMOA a enregistré en 2025 une croissance de 6,7 %, en accélération par rapport à 6,2 % en 2024, selon les projections élaborées par la Commission dans son rapport annuel publié fin 2025. Dans un environnement international marqué par des incertitudes, cette performance s'explique par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels qui ont soutenu l'activité dans l'ensemble des États membres.

Premier moteur de cette dynamique, la montée en puissance des ressources énergétiques. Sika Finance indique que l'entrée en production et l'intensification de l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal ont contribué à soutenir la croissance et à renforcer les recettes d'exportation,

indique le rapport.

Ces nouvelles capacités ont également permis une amélioration des comptes extérieurs, en diversifiant les sources de devises dans une zone historiquement dépendante des matières premières agricoles.

La solidité de la demande



intérieure a constitué un deuxième pilier majeur. La consommation des ménages et les dépenses publiques ont continué de soutenir l'activité, amortissant en partie les chocs externes. Dans le même temps, le maintien de prix élevés pour plusieurs matières premières agricoles a favorisé les revenus d'exportation

et soutenu les économies rurales, avec des effets d'entraînement sur l'ensemble du tissu économique.

Une croissance tirée par tous les secteurs

La performance de 2025 repose sur une contribution conjointe des trois grands secteurs de l'économie.

Le secteur primaire a bénéficié d'une progression de la production vivrière, ainsi que du développement de l'élevage et de la pêche, note le document. Le secteur secondaire s'est appuyé sur le dynamisme des activités extractives, le regain de l'industrie manufacturière et l'essor du BTP, porté par les investissements en infrastructures.

Enfin, le secteur tertiaire a, de son côté, confirmé son rôle moteur, avec une expansion des transports, du commerce, du tourisme et des télécommunications, en lien avec l'urbanisation et la transformation des économies locales.

CAN 2025

En visite au Sénégal, le président de la CAF veut jouer l'apaisement

S'agit-il d'une mission d'apaisement au Sénégal ? Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, était à Dakar hier mercredi, avant de se rendre au Maroc. Cette visite intervient dans un contexte tendu pour l'instance continentale alors que la polémique autour de la finale de la coupe d'Afrique des Nations 2025 et de qui l'a emporté continue de susciter de vives réactions.

Le patron du football africain va-t-il tenter de désamorcer les différends, après la décision controversée du jury d'appel de la Confédération africaine de football (CAF) de faire du Maroc le vainqueur de la CAN sur tapis vert. « Il s'agit sans aucun doute d'apaiser les tensions », assure une source proche du dossier qui s'est confié à RFI.

La Fédération sénégalaise de football (FSF), qui a saisi le Tribunal Arbitral du Sport pour tenter de rétablir sa victoire à la CAN, a profité de sa rencontre avec le chef du football africain pour une nouvelle fois présenter ses arguments et alors qu'on attend une décision du tribunal arbitral du sport au plus tôt dans deux mois, si le



Maroc accepte la procédure accélérée, selon un membre de la FSF.

Rencontre avec le président sénégalais

Le chef de la Confédération africaine de football, va se rendre au nouveau siège de

la fédération, et sur l'île de Gorée. Une étape mémorielle, avec la visite de la maison des esclaves sur cette île lourde de symboles, est prévue. Pour « un sud-africain, venir à Gorée, c'est une sorte de pèlerinage même si le contexte est lourd », explique Augustin Senghor, le maire de Gorée et membre du comité exécutif de la CAF. Ce dernier rappelle que le sud-africain Nelson Mandela s'était rendu peu de temps après sa libération en 1990 à Gorée.

« Aujourd'hui on a beau parler, ce sera difficile de renouer des bonnes relations avec le Maroc tant que les supporters sénégalais sont retenus plus

que de raison », estime aussi Augustin Senghor. Pour lui, « il faut saisir cette opportunité » de la visite de Patrice Motsepe « pour parler de ce contentieux des supporters qui n'a que trop duré ».

Patrice Motsepe doit également rencontrer le président Bassirou Diomaye Faye, dans l'après-midi, après son Conseil des ministres. Parmi les points qui pourraient être abordés, il y a la situation des 18 supporters sénégalais détenus à Rabat depuis la finale, alors qu'une nouvelle audience doit se tenir lundi 13 avril. Après Dakar, Patrice Motsepe, a prévu de se rendre à Rabat.

BURKINA FASO

Coris Bank International inaugure un nouveau siège de plus de 19 milliards FCFA

A Ouagadougou, la capitale burkinabè, un nouveau repère architectural s'impose désormais dans le paysage urbain. En effet, le groupe bancaire Coris Bank International vient d'y inaugurer son nouveau siège ultramoderne. Il s'agit d'un immeuble de 14 étages qui incarne à la fois l'ascension de son fondateur Idrissa Nassa et les ambitions croissantes du secteur financier burkinabè.



burkinabè, cette réalisation dépasse la simple dimension immobilière. « Ce siège est l'expression concrète d'une ambition nationale : bâtir des institutions financières solides capables d'accompagner la transformation structurelle de notre économie », a déclaré le Premier ministre lors de son allocution. Dans un contexte économique marqué par des

Coris Bank, un acteur majeur du financement de l'économie

En moins de deux décennies, Coris Bank International s'est imposée comme l'une des institutions financières les plus influentes de la sous-région ouest-africaine. À fin décembre 2025, la banque affichait un total de bilan de

la filiale dispose désormais d'un réseau de 65 agences réparties à Ouagadougou et à l'intérieur du pays. Le groupe est aujourd'hui présent dans 12 pays africains, confirmant sa dimension régionale.

Un hub bancaire tourné vers l'avenir

La directrice générale de la filiale burkinabè, Gisèle Gumedzoé, a également souligné que ce siège symbolise « le chemin parcouru et les ambitions pour l'avenir », notamment dans un secteur bancaire en pleine transformation. Conçu comme un véritable hub de performance et d'innovation, l'édifice doit permettre d'améliorer l'expérience client, tout en offrant un environnement de travail moderne aux collaborateurs.

Avec cette nouvelle infrastructure, Coris Bank International renforce sa stature de pilier du financement de l'économie nationale. Mais au-delà de la banque elle-même, ce siège devient aussi un symbole.

Celui d'un Burkina Faso qui, malgré les défis, continue de bâtir ses institutions économiques et de projeter son influence dans l'espace financier africain.



défis sécuritaires et financiers, les autorités voient dans cet investissement un signal fort du dynamisme du secteur privé national et de sa capacité à soutenir le développement économique.

plus de 2 800 milliards FCFA, avec plus de 1 200 milliards de financements directs à l'économie et environ 900 milliards d'investissements souverains. Au Burkina Faso,



La cérémonie d'inauguration, organisée ce 3 avril, a été présidée par le Premier ministre burkinabè, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo. Selon Sika Finance, l'événement a réuni de nombreuses personnalités politiques et économiques, dont le président de l'Assemblée législative de transition et plusieurs membres du gouvernement.

D'un coût global d'environ 19,6 milliards FCFA, financé entièrement sur fonds propres, cet édifice se distingue par une architecture contemporaine inspirée de la lettre "C", en référence à Coris. Sa capacité d'accueil

est estimée à près de 700 usagers, ce qui en fait l'un des complexes bancaires les plus importants du pays. Érigé sur une superficie de 3 172 m² dans le quartier d'affaires de la ZACA, l'immeuble totalise près de 16 760 m² de surface bâtie.

Le bâtiment comprend notamment des bureaux modernes, des espaces de travail collaboratifs, des salles de formation et de réunion, une salle du conseil d'administration, ainsi que des installations destinées au bien-être des employés, dont une infirmerie, une salle de sport et une cafétéria.

Pour le chef du gouvernement

SOCIÉTÉ

Les défis des familles togolaises face à l'autisme

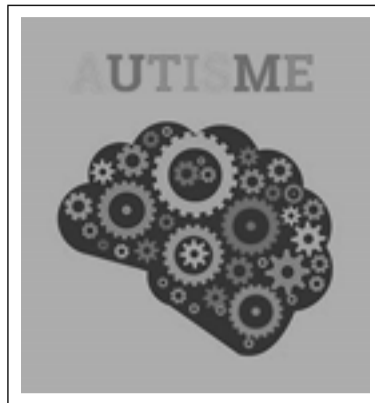
La Journée internationale de sensibilisation à l'autisme commémorée le 02 avril est l'occasion de mettre en lumière les réalités vécues par les personnes autistes et leurs familles à travers le monde. En Afrique, et particulièrement au Togo, ces réalités sont souvent teintées de défis uniques, liés aux contextes socioculturels, aux croyances traditionnelles et aux lacunes des systèmes de soutien. En tant que mère d'un enfant autiste, je témoigne personnellement de la difficulté du quotidien.

Dans de nombreuses sociétés africaines, l'autisme est encore mal compris et souvent associé à des causes surnaturelles ou à des fautes parentales. Les mères, en particulier, sont fréquemment accusées d'être responsables de la condition de leur enfant.

Cette stigmatisation peut entraîner un isolement social profond, des jugements sévères de la part de la communauté et même des violences. Les mères d'enfants

autistes se retrouvent ainsi à porter un double fardeau : celui de la prise en charge quotidienne de leur enfant et celui de la réprobation sociale.

Les croyances spirituelles jouent un rôle prépondérant dans l'interprétation des troubles du développement en Afrique. L'autisme peut être perçu comme le résultat d'une malédiction, d'un envoûtement, de l'action d'esprits maléfiques, ou même comme un signe



d'une connexion particulière avec le monde spirituel. Ces interprétations peuvent conduire à des pratiques dangereuses, à des retards de diagnostic et à une recherche de solutions auprès de guérisseurs traditionnels plutôt que de professionnels de la santé. Bien que certaines de ces croyances puissent parfois offrir un cadre de compréhension, elles entravent souvent l'accès à

des interventions appropriées et basées sur des preuves scientifiques.

Le Togo, comme de nombreux pays en développement, fait face à un manque criant d'infrastructures et de services adaptés aux besoins des enfants autistes. Les centres spécialisés sont rares voire inexistantes. Le personnel qualifié (éducateurs spécialisés, orthophonistes, psychomotriciens) est insuffisant, et la formation continue dans ce domaine est peu développée. L'inclusion scolaire est un défi majeur, car les écoles disposant des ressources nécessaires pour accompagner les enfants autistes sont inexistantes.

Cela se traduit par une exclusion de fait de nombreux enfants du système éducatif,

les privant d'opportunités essentielles de développement et d'intégration sociale.

Les familles togolaises ayant un enfant autiste font face à des défis complexes et multifactoriels. La stigmatisation, les croyances traditionnelles et le manque de ressources constituent des obstacles majeurs à l'épanouissement de ces enfants et à l'intégration de leurs familles. La Journée internationale de sensibilisation à l'autisme doit être un catalyseur pour une action concertée, afin de garantir que chaque enfant autiste au Togo ait droit à une vie digne, à des soins appropriés et à une pleine participation à la société.

Timnaka YAGLA, Juriste

CETEF TOGO 2000

Le DG Alexandre de Souza renforce le partenariat avec les médias

Le Centre Togoais des Expositions et Foires Togo 2000 enclenche une nouvelle étape dans sa stratégie de collaboration avec les médias. Un petit-déjeuner de travail a réuni, le mercredi 8 avril 2026, les responsables du centre et leurs partenaires médiatiques, dans une dynamique de dialogue ouvert et constructif.

Nicolas EDORH

Cette rencontre a permis d'aborder plusieurs axes essentiels, notamment le cadre de collaboration entre le CETEF et les médias, les perspectives de partenariat autour des grands événements, ainsi que les attentes réciproques en matière de visibilité et de valorisation des initiatives économiques et culturelles. Les échanges ont également porté sur des sujets d'intérêt commun liés au développement et au rayonnement des manifestations organisées par le centre.

« Nous allons ensemble travailler à renforcer cette visibilité et à faire du CETEF une véritable plateforme nationale de promotion économique », a déclaré le Directeur Général du CETEF Togo 2000. Il a également mis en avant la diversité des activités portées par le centre tout au long de l'année, offrant ainsi aux médias une riche matière éditoriale. Parmi les événements majeurs figure la Foire internationale de Lomé, considérée comme le plus grand rendez-vous du CETEF, avec une forte participation, une visibilité accrue pour les



exposants et d'importantes opportunités économiques et institutionnelles.

Dans une logique de diversification, le CETEF entend aussi renforcer la visibilité de ses autres événements afin de réduire sa dépendance à cette foire phare. À ce titre, la 7^e édition du « Made in Togo » est annoncée pour cette année, avec une extension des foires régionales déjà organisées à Kara, Niamtougou, Notsé et

Vogan. De nouvelles étapes sont prévues à Sokodé et Aného. Le calendrier 2026 s'annonce également riche avec la Foire internationale du livre de Lomé prévue les 24 et 25 avril, suivie du Salon de la santé et du bien-être, puis de la traditionnelle foire de Noël.

Les responsables du CETEF Togo 2000 comptent structurer davantage leurs relations avec les médias, en misant sur plus d'organisation, d'anticipation

et d'efficacité. L'objectif affiché est de poser des bases professionnelles solides pour une collaboration durable au service de la promotion économique et culturelle du Togo.

AVIS DE VENTE

VENTE D'UN DEMI LOT DE TERRAIN À GBODJOMÉ, À 20 KM DE LOMÉ.
LE TERRAIN EST SITUÉ À 150 METRES DE LA ROUTE INTERNATIONALE LOMÉ-ANÉHO.
ZONE ELECTRIFIÉE ET COUVERTE PAR LE RESEAU WIFI.

CONTACT: 90 30 43 25



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjilé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires

ÉTIQUETTE SPÉCIALE
INDÉPENDANCE

66[★] Ans



600*
FCFA
BOUTEILLE
65 CL

DE FIERTÉ
UNE SEULE **PILS**

M... • *Plus dangereux pour la santé. A boire avec modération. *Prix de vente détail conseillé



DEPUIS 1964

BONNE FÊTE DE
L'INDÉPENDANCE

MÊME PRIX!
MÊME GOUT!



BB LOME S.A
www.bbhome.com

